

Pouvoir d'emprunt—Loi

Il est manifeste que le gouvernement a trop compté sur les augmentations d'impôt au lieu de réduire ses dépenses, pour que cela puisse satisfaire les milieux internationaux ainsi que le contribuable canadien. Toutefois, ce budget qui est de piètre qualité a bénéficié d'une campagne publicitaire sans précédent, sans compter des conférences et des réunions spéciales organisées dans divers centres aux États-Unis, auxquelles des hauts fonctionnaires ministériels et des ministres ont pris la parole pour le vanter. Le gouvernement a même été jusqu'à se servir des deniers publics pour préparer un document budgétaire spécial qui serait distribué dans les postes canadiens outre-mer. Ce document s'intitule *Le Budget canadien en perspective*. On y donne assurément une perspective du pays et de l'économie, différente de celle que le ministre des Finances a donnée aux Canadiens dans son discours budgétaire.

En fait, ce document n'a pas été inclus dans la série de documents budgétaires mis à la disposition des Canadiens le soir de l'exposé du budgetaire. Ainsi, quelle confiance peut-on faire à un gouvernement qui dit aux citoyens du pays que le verre est à moitié vide, alors qu'il annonce avec grand enthousiasme à la collectivité internationale que, bien au contraire, le verre est à moitié plein?

J'en ai parlé pendant le débat d'ajournement la semaine dernière et j'ai donné quelques exemples de la façon dont le gouvernement a donné aux Canadiens une très sombre perspective dans l'exposé budgétaire, alors qu'il a exposé la situation avec beaucoup d'optimisme dans ce document budgétaire spécial. Un pareil document ferait douter de la qualité d'un budget, même s'il était bien, s'il proposait des solutions cohérentes pour la consolidation de la relance économique et donnait des projections financières réalistes. Je présume qu'un bon budget s'impose de soi. Or, en l'occurrence on s'efforce habilement d'embellir la forme au détriment du fond pour mieux masquer la piètre qualité du produit. L'existence même de ce document témoigne de cette piètre qualité et constitue une raison supplémentaire de douter des hypothèses sur lesquelles repose le budget et à partir desquelles le gouvernement a calculé ses besoins et demandé le pouvoir d'emprunt dont nous discutons aujourd'hui.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Merci, monsieur le Président. Le gouvernement nous réclame un pouvoir d'emprunt et, ce faisant, il nous demande, en un sens un vote de confiance dans sa gestion des affaires du pays. Or, il nous est impossible de lui accorder un vote de confiance pour son administration du pays et ses initiatives économiques, ou leur absence, depuis 15 mois.

L'annonce surprise de ce matin en provenance de Washington, selon laquelle les pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis sont remis en question, montre clairement d'une part, que le gouvernement a tort de mettre tous ses oeufs dans le même panier et d'autre part, qu'il ne sait pas comment s'y prendre pour mettre en pratique ce choix politique.

Je veux bien verser quelques larmes pour le gouvernement, mais pas pour le pays si cet accord commercial est, en fait, rejeté. C'est de ce dernier dont je veux parler le plus cet après-midi, alors que nous discutons du pouvoir d'emprunt.

Cette libéralisation des échanges avec les États-Unis est à la base des orientations économiques du gouvernement pour le reste de son mandat. D'une part, les espoirs du gouvernement ne reposent sur rien de très solide et ils risquent fort, semble-t-il d'être ruinés par le Sénat américain. D'autre part, il compte sur une solution continentale, qui, en définitive, nuira énormément à notre pays.

Pour commencer mon examen de cet aspect de la politique économique du gouvernement, je voudrais tout simplement parler de la très grande confusion qui entoure les activités à cet égard au Canada, sans compter les États-Unis. Nous ignorons au juste qui négocie; est-ce les provinces, le gouvernement fédéral ou Simon Reisman? Va-t-il y avoir des groupes dans la salle de négociations? Va-t-on devoir pousser des boutons lorsque le négociateur signalera qu'il n'a pas l'appui des représentants provinciaux qui sont dans une autre pièce? Ainsi, on ignore totalement qui doit négocier.

Il y a également une grande confusion, et c'est encore plus grave, au sujet des choses à négocier. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a déclaré ici que de vastes secteurs n'étaient pas négociables. Pourtant, en même temps, nos représentants à Washington affirmaient que pratiquement tout était à négocier. Un gouvernement qui se respecte ne devrait pas donner des signes contradictoires comme ceux-là aux Canadiens.

Il y a également des contradictions au sujet de l'agriculture ainsi que des offices de commercialisation et de l'Accord sur l'automobile, dont on ignore s'ils sont négociables ou pas. Dans toute cette confusion des plus regrettables découlant de l'incompétence du gouvernement, tout est entouré du plus grand secret, ce qui est vraiment honteux dans un pays comme le nôtre.

Cela fait maintenant six mois que le gouvernement fédéral a fait part à la Chambre de l'existence de 42 études. Elles portent notamment sur divers secteurs et différentes régions et questions, et elles sont extrêmement importantes si nous voulons que les Canadiens puissent faire des choix logiques et réalistes sur ce qui nous attend dans ces négociations, si elles ont jamais lieu. Pourtant, aucune de ces études n'a été publiée, malgré les demandes présentées en ce sens au titre de la liberté d'information, malgré les appels adressés au commissaire concerné. Cela montre bien qu'avec le gouvernement actuel, on ne sait trop où l'on va. Ainsi, plutôt que de répondre aux questions et aux craintes des Canadiens, le gouvernement a recours aux insultes. Ce qui est le plus lamentable, c'est qu'il a eu recours à l'insulte par la bouche du premier ministre (M. Mulroney) qui devrait être au-dessus de cela. Pourtant, en mars, à Penticton en Colombie-Britannique, à l'occasion d'une série de discours sur le libre-échange, le premier ministre a dénoncé l'attitude timorée, pusillanime et indécise des opposants au libre-échange. Il les a accusés de vouloir construire une grande muraille de Chine autour de notre pays. Il a parlé des néo-réactionnaires, des prophètes du protectionnisme et des apôtres du *statu quo*. L'illustre ministre du Commerce international (M. Kelleher) en a même rajouté dans l'insulte en nous traitant de dégonflés.